

Art. 2. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1993.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Art. 2. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 93 — 1877

18 JUIN 1993. — Loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 2 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété par les alinéas suivants :

« Vingt-cinq pour cent de ce montant pourront cependant être imputés aux candidats. Dans ce cas, le montant imputé à chaque candidat ne pourra excéder dix pour cent du pourcentage prévu au présent alinéa.

Les partis politiques peuvent axer leur campagne électorale aux niveaux de l'Etat et des arrondissements sur un ou plusieurs candidats. Les dépenses électorales ne sont imputées au candidat concerné que dans sa circonscription électorale ».

2° au § 2, 3°, le nombre « 50 000 » est remplacé par le nombre « 100 000 ».

Art. 2. A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 21 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, le mot « six » est chaque fois remplacé par le mot « douze ».

2° le § 3 est remplacé par les paragraphes suivants :

§ 3. La Commission de contrôle est chargée de contrôler toutes les communications des ministres, des secrétaires d'Etat, des membres des Exécutifs de Communauté ou de Région, des membres du collège réuni visé à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, des secrétaires d'Etat régionaux visés à l'article 41 de la même loi spéciale et des membres de la députation permanente, destinées au public et auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative.

Elle veille à ce que ces communications visent bien à informer le public et non à donner une bonne image de l'intéressé à des fins électorales.

(1) *Session ordinaire 1992-1993.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi, n° 808/1. — Amendements, n° 808/2. — Avis du Conseil d'Etat, n° 808/3. — Amendements, n° 808/4. — Rapport, n° 808/5. — Texte adopté par la Commission, n° 808/6. Amendements, n° 808/7 à 9. — Voir aussi document n° 534/1 (session extraordinaire 1991-1992).

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 21 janvier 1993.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 627/1. — Rapport, n° 627/2. — Amendements, n° 627/3 à 7.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 10 juin 1993.

N. 93 — 1877

18 JUNI 1993. — Wet tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Vijftienwintig procent van dat bedrag kan evenwel de kandidaten zelf worden aangerekend. In dat geval kan elke kandidaat slechts een bedrag ten belope van ten hoogste tien procent van het in dit lid bepaalde percentage worden aangerekend.

De politieke partijen kunnen met één of meer kandidaten hun nationale en arrondissementale campagne voeren. De verkiezingsuitgaven worden de betrokken kandidaat alleen in zijn kiesomschrijving aangerekend ».

2° in § 2, 3°, wordt het getal « 50 000 » vervangen door het getal « 100 000 ».

Art. 2. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « zes » telkens vervangen door het woord « twaalf ».

2° § 3 wordt vervangen door de volgende paragrafen :

§ 3. De Controlecommissie wordt belast met de toetsing van alle voor het publiek bestemde mededelingen van de ministers, de staatssecretarissen, de leden van een Gemeenschaps- en een Gewestexecutieve, de leden van het verenigd college bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de gewestelijke staatssecretarissen bedoeld in artikel 41 van dezelfde bijzondere wet en de leden van de bestendige deputatie, waartoe deze niet op grond van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling verplicht zijn.

Zij ziet erop toe dat die mededelingen geen beeld van betrokkene geven dat eerder op diens verkiezingsimago, dan wel op de voorlichting van het publiek gericht is.

(1) *Gewone zitting 1992-1993.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel, nr. 808/1. — Amendementen, nr. 808/2. — Advies van de Raad van State, nr. 808/3. — Amendementen, nr. 808/4. — Verslag, nr. 808/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 808/6. — Amendementen, nrs. 808/7 tot 9. — Zie ook stuk nr. 534/1 (buitengewone zitting 1991-1992).

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 januari 1993.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 627/1. — Verslag, nr. 627/2. — Amendementen, nrs. 627/3 tot 7.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juni 1993.

En cas d'abus la Commission de contrôle peut imputer les frais de la communication aux dépenses électorales de l'intéressé lors des prochaines élections, même si ces frais ont été exposés en dehors de la période visée au § 1er.

La procédure de contrôle est déterminée par la Commission. Cette procédure est publiée au *Moniteur belge*.

§ 4. Les dépenses et engagements financiers afférents à des biens, des fournitures et des services relevant de l'application des §§ 1er et 3, doivent être imputés aux prix du marché. »

Art. 3. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1er. Dans les quarante jours précédant la date des élections, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats :

1° peuvent utiliser un maximum de cinq cents panneaux ou affiches publicitaires d'une surface de 16 m<sup>2</sup> ou plus. Ces panneaux ou affiches ne peuvent pas être divisés en deux ou plusieurs parties;

2° ne peuvent distribuer de cadeaux ou de gadgets.

§ 2. Pour cette même période, le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles générales régissant l'apposition d'affiches électorales et l'organisation de caravanes motorisées. »

Art. 4. A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La déclaration écrite et la déclaration des dépenses sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par les demandeurs. »;

2° à l'alinéa 3, les mots « Ce formulaire est fourni » sont remplacés par les mots « Ces formulaires sont fournis ».

Art. 5. L'article 12, § 2, 1°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 1° par parti politique, le montant total des dépenses électorales engagées pour ce parti et, par circonscription électorale, le montant total des dépenses électorales engagées pour chaque liste, le montant total des dépenses engagées pour tous les candidats de cette liste et pour chaque élu séparément; ».

Art. 6. A l'article 13 de la même loi, les mots « pendant les quatre trimestres suivants » sont remplacés par les mots « pendant la période subséquente fixée par la Commission de contrôle et qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois ».

Art. 7. A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 21 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété par ce qui suit :

« 3° quiconque aura omis de déclarer ses dépenses électorales dans le délai fixé à l'article 116, alinéa 13, du Code électoral;

4° quiconque aura distribué des cadeaux ou des gadgets ».

2° au § 3, alinéa 3, les mots « cent vingtièmes » sont remplacés par les mots « deux centièmes »;

3° au § 3, alinéa 3, les mots « Dans les cent cinquante jours des élections » sont remplacés par les mots « Dans les trente jours de la réception de la copie des plaintes introduites ou de la décision d'engager des poursuites ».

Art. 8. A l'article 16 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq »;

2° au 2°, le mot « dix » est remplacé par le mot « cinquante ».

3° il est ajouté un alinéa 2, libellé comme suit :

« Chaque parti peut renoncer au bénéfice de la dotation lui allouée en vertu de l'alinéa 1er ».

Art. 9. Un article 16bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 16bis. Seules des personnes physiques peuvent faire des dons à des partis politiques. Seuls des personnes physiques et des partis politiques peuvent faire des dons à des candidats. Sont interdits les dons de personnes physiques, agissant en réalité comme intermédiaires de personnes morales ou d'associations de fait.

Les prestations gratuites ou effectuées pour un montant inférieur au coût réel par des personnes morales ou des associations de fait sont assimilées à des dons, de même que l'ouverture de lignes de crédit sans obligation de remboursement. Sont également considérés comme dons effectués par des personnes morales ou des associations de fait, les prestations facturées par un parti politique ou par un candidat pour un montant manifestement supérieur au coût du marché. »

Wanneer de Controlecommissie constateert dat van een mededeling misbruik is gemaakt, kan zij de kosten ervan, zelfs als ze gemaakt zijn buiten de periode bepaald in § 1, bij de eerstkomende verkiezingen op de verkiezingsuitgaven van de betrokkene aanrekenen.

De Commissie stelt een voor die toetsing geldende procedure vast. Deze procedure wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. De uitgaven en financiële verbintenissen voor goederen, leveringen en diensten die onder toepassing van de §§ 1 en 3 vallen, moeten tegen de geldende marktprijzen worden verrekend. »

Art. 3. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. Tijdens de veertig dagen die aan de datum van de verkiezingen voorafgaan, mogen de politieke partijen en de kandidaten, evenals derden die propaganda wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten :

1° gebruik maken van maximum vijfhonderd reclameborden of affiches van 16 m<sup>2</sup> of groter. Deze borden of affiches mogen niet meer in twee of meer delen worden gesplitst;

2° geen geschenken of gadgets verspreiden.

§ 2. Voor dezelfde periode bepaald de Koning, bij een in Minister-raad overlegd besluit, de algemene regels inzake de modaliteiten betreffende het aanbrengen van verkiezingsaffiches en het organiseren van gemotoriseerde optochten. »

Art. 4. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De verklaring en de aangifte worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend. »;

2° in het derde lid worden de woorden « Dit formulier wordt » vervangen door de woorden « Deze formulieren worden ».

Art. 5. Artikel 12, § 2, 1°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° per politieke partij het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven ten voordele van deze partij en, per kiesomschrijving, het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven ten voordele van elke lijst, het totaal van de uitgaven van alle kandidaten van deze lijst en van elke verkozene afzonderlijk; ».

Art. 6. In artikel 13 van dezelfde wet worden de woorden « gedurende de volgende vier kwartalen » vervangen door de woorden « gedurende de daaropvolgende periode die de Controlecommissie bepaalt en die ten minste één en ten hoogste vier maanden duurt ».

Art. 7. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« 3° een ieder die geen aangifte doet van zijn verkiezingsuitgaven binnen de termijn bepaald in artikel 116, dertiende lid, van het Kieswetboek;

4° een ieder die geschenken of gadgets verspreidt ».

2° in § 3, eerste lid, wordt het woord « honderdwingtigste » vervangen door het woord « tweehonderdste »;

3° in § 3, derde lid, worden de woorden « Binnen honderdvijftig dagen na de verkiezingen » vervangen door de woorden « Binnen de dertig dagen na ontvangst van het afschrift van de ingediende klachten of de beslissing tot vervolging ».

Art. 8. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vijf »;

2° in 2° wordt het woord « tien » vervangen door het woord « vijftig ».

3° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Iedere partij kan afstand doen van het voordeel van de haar op grond van het eerste lid verleende dotatie ».

Art. 9. Een artikel 16bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 16bis. Alleen natuurlijke personen kunnen giften doen aan politieke partijen. Alleen natuurlijke personen en politieke partijen kunnen giften doen aan kandidaten. Giften vanwege natuurlijke personen die feitelijk optreden als tussenpersonen van rechtspersonen of feitelijke verenigingen zijn verboden.

De prestaties die rechtspersonen of feitelijke verenigingen kosteloos of onder de reële prijs verlenen, worden, net als het ter beschikking stellen van kredietlijnen die niet moeten worden terugbetaald, met giften gelijkgesteld. Prestaties die door een politieke partij of een kandidaat klaarblijkelijk boven de marktprijs zijn aangerekend, worden eveneens als giften van rechtspersonen of feitelijke verenigingen aangemerkt.

Le parti politique qui accepte un don en violation de la présente disposition, perd, à concurrence du double du montant du don, son droit à la dotation qui, en vertu du chapitre III de la présente loi, serait allouée à l'institution visée à l'article 22 pendant les mois suivant la constitution de cette infraction par la Commission de contrôle.

Celui qui, en violation de la présente disposition, aura fait un don à un parti politique, à l'une de ses composantes — quelle que soit sa forme juridique — ou à un candidat, ou celui qui, en qualité de candidat, aura accepté un don sera puni d'une amende de 28 francs à 100 000 francs. Celui qui, sans être candidat, aura accepté un tel don au nom et pour compte d'un parti politique ou d'un candidat, sera puni de la même amende.

Le Livre Premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable à ces infractions.

Si le tribunal l'ordonne, le jugement peut être publié intégralement ou par extrait dans les journaux et hebdomadaires qu'il désigne.

**Art. 10.** A l'article 18 de la même loi, les mots « du mois au cours duquel la présente loi entre en vigueur » sont remplacés par les mots « de janvier 1993 ».

**Art. 11.** Aux articles 20 et 21 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par trimestre » sont remplacés par le mot « mensuellement »;

2° les mots « du trimestre » sont chaque fois remplacés par les mots « du mois »;

3° le mot « trimestrielle » est remplacé par le mot « mensuelle ».

**Art. 12.** A l'article 25, 1°, de la même loi, les mots « pendant les quatre trimestres suivants » sont remplacés par les mots « pendant la période subséquente fixée par la Commission de contrôle et qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois ».

**Art. 13.** A l'article 1er, 2°, de la même loi, les mots « les montants versés par les institutions visées à l'article 71 du Code des impôts sur les revenus; » sont supprimés.

**Art. 14.** L'article 25, 2°, de la même loi est abrogé.

**Art. 15.** L'article 26 de la même loi est abrogé.

**Art. 16.** L'article 27 de la même loi est abrogé.

**Art. 17.** A l'article 116, alinéa 14, du Code électoral, inséré par la loi du 4 juillet 1989, les mots « est arrêté » sont remplacés par les mots « et le formulaire de déclaration sont arrêtés ».

**Art. 18.** Dans le Code des impôts sur les revenus 1992, les articles 104, alinéa 1er, 3°, *i* et 108 sont abrogés et, à l'article 110, les mots « et *i* » sont supprimés.

**Art. 19.** La présente loi, à l'exception des articles 2, 2° et 9, entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
**L. TOBBACK**

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
**M. WATHELET**

De politieke partij die in strijd met deze bepalingen een gift aanvaardt, verliest, ten belope van het dubbel van het bedrag van de gift, haar recht op de dotatie die krachtens hoofdstuk III van deze wet aan de in artikel 22 bepaalde instelling zou worden toegekend tijdens de maanden volgend op de vaststelling van deze niet-naleving door de Controlecommissie.

Hij die in strijd met deze bepaling een gift doet aan een politieke partij, een van haar componenten — ongeacht zijn rechtsvorm — of aan een kandidaat of hij die als kandidaat een gift aanvaardt, wordt gestraft met een geldboete van 26 frank tot 100 000 frank. Hij die, zonder kandidaat te zijn, een dergelijke gift aanvaardt in naam of voor rekening van een politieke partij of een kandidaat, wordt met dezelfde geldboete gestraft.

Het Eerste Boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op deze misdrijven.

Het vonnis kan op bevel van de rechtbank geheel of bij uittreksel opgenomen worden in de dag- en weekbladen die zij heeft aangeduid.

**Art. 10.** In artikel 18 van dezelfde wet worden de woorden « van de maand waarin deze wet in werking treedt, » vervangen door de woorden « van januari 1993 ».

**Art. 11.** In de artikelen 20 en 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « per kwartaal » worden telkens vervangen door de woorden « per maand »;

2° de woorden « het kwartaal » worden vervangen door de woorden « de maand »;

3° de woorden « voor het betrokken kwartaal » worden vervangen door de woorden « voor de betrokken maand ».

**Art. 12.** In artikel 25, 1°, van dezelfde wet worden de woorden « tijdens de vier volgende kwartalen » vervangen door de woorden « gedurende de daaropvolgende periode die de Controlecommissie bepaalt en ten minste één en ten hoogste vier maanden duurt ».

**Art. 13.** In artikel 1, 2°, van dezelfde wet worden de woorden « — de bedragen overgemaakt door de in artikel 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde instellingen » geschrapt.

**Art. 14.** Artikel 25, 2°, van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 15.** Artikel 26 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 27 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 116, veertiende lid, van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989, wordt het woord « wordt » vervangen door de woorden « en het aangifteformulier worden ».

**Art. 18.** In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de artikelen 104, eerste lid, 3°, *i* en 108 opgeheven en worden, in artikel 110, de woorden « en *i* » geschrapt.

**Art. 19.** Deze wet, met uitzondering van de artikelen 2, 2° en 9, treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
**L. TOBBACK**

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
**M. WATHELET**

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 4 mars 1993, entrant en vigueur le 19 août 1993, M. Moons, J., greffier en chef du tribunal du travail de Hasselt est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 4 maart 1993, in werking tredend op 19 augustus 1993, is de heer Moons, J., hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Hasselt, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershelve te voeren.